



licra

ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme - suisse

13, rue Verdaine
1204 Genève
+41 78 608 38 84
CCP 12-20185-7
www.licra.ch
licra.suisse@licra.ch

Par porteur
Madame la Conseillère d'Etat
Béatrice Métraux
Cheffe du département des
institutions et de la sécurité
Place du Château 4
1014 Lausanne

Pully, le 1^{er} novembre 2016

Concerne : Tenue d'une conférence de l'extrême droite dans la région lausannoise

Madame la Conseillère d'Etat,

En qualité de Présidents des sections suisse et vaudoise de la ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), nous nous permettons de vous interpellier au sujet de la conférence, suivie d'un concert, organisés par des personnalités connues dans les milieux d'extrême droite, qui devraient avoir lieu dans la région lausannoise le 5 novembre prochain.

La LICRA est une association à but non lucratif dont l'objectif est de lutter contre le racisme et l'antisémitisme. A ce titre, nous sollicitons formellement que cet événement soit interdit. En effet, d'une part, il est probable que les organisateurs de l'événement n'aient pas obtenu d'autorisation pour une telle manifestation, ou en aient obtenu une sur la base d'informations mensongères, comme ce fut le cas pour le concert donné par des groupes d'extrême droite dans le canton de Saint-Gall récemment. D'autre part, vu les personnalités invitées à s'exprimer et le groupe invités pour donner un concert, il est hautement vraisemblable que certaines normes pénales, notamment la norme antiraciste de l'art. 261^{bis} CP, soient violées lors de cette manifestation. Enfin, il n'est pas possible d'exclure que des groupes d'extrême gauche forment une contre-manifestation et tentent d'empêcher la tenue de la conférence ainsi que du concert. Il existe ainsi un intérêt public à ce que cette manifestation soit interdite.

Parmi les conférenciers appelés à s'exprimer, l'on retrouve M. Daniel Conversano, qui aime à se faire appeler « Le Dictateur ». En annexe à la présente, vous trouverez un document tiré d'internet dans lequel sont résumées plusieurs déclarations racistes et antisémites de sa part. Y figure également une photo de M. Conversano effectuant un salut nazi.



licra ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme - suisse

M. Sébastien de Boëldieu, connu également sous le nom de Sébastien Magnificat, est le responsable des relations internationales au sein de l'organisation CasaPound, une organisation italienne qui se réclame expressément de l'idéologie et de l'histoire du fascisme. Sous ce pli, vous trouverez des informations sur ce groupe, tirées d'internet également.

L'ultime orateur est M. Philippe Brennenstuhl, responsable de la section romande du Parti nationaliste de Suisse. Il a déjà été condamné pour discrimination raciale par le passé, comme l'en atteste l'article publié à l'époque sur le site internet du journal « La Gruyère », que vous trouverez également en annexe.

Enfin, le groupe de rock invité à faire une représentation est un groupe lyonnais dénommé « Frakass », connu pour ses liens avec les milieux d'extrême droite. Lors de concerts, les membres du groupe ainsi que leur public n'hésitent pas à effectuer des saluts nazis, comme l'en atteste le document ci-joint.

Dans ces circonstances, afin de maintenir l'ordre public, d'éviter tout débordement et d'assurer qu'aucune norme pénale ne soit violée, il convient d'interdire cette manifestation. A défaut, il s'agira d'assurer une présence policière qui devra surveiller la manifestation et être en mesure de constater et réprimer toute infraction pénale, ainsi que de maintenir l'ordre public en cas de débordements. Pour rappel, au sens de la norme pénale antiraciste, ce type d'événement, quand bien même il serait organisé dans un lieu privé, doit être qualifié de public dans la mesure où un grand nombre de personnes y participera. Il dès lors aux autorités publiques d'assurer le maintien de l'ordre public ainsi que la répression d'infractions pénales qui pourraient avoir lieu.

Veillez croire, Madame la Conseillère d'Etat, à l'assurance de nos sentiments distingués.

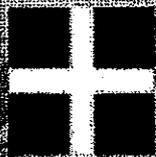
Philippe KENEL
Président de la LICRA-Suisse

Antoine Reymond
Président de la LICRA-Vaud

Annexes : ment.

LE 5 NOVEMBRE 2016 DÈS 16H
RÉGION LAUSANNOISE

CONFÉRENCE SUR LE NATIONALISME



PHILIPPE BRENNENSTUHL
PARTI NATIONALISTE SUISSE

DANIEL CONVERSANO



SÉRASTIEN DE BOËLDIEU

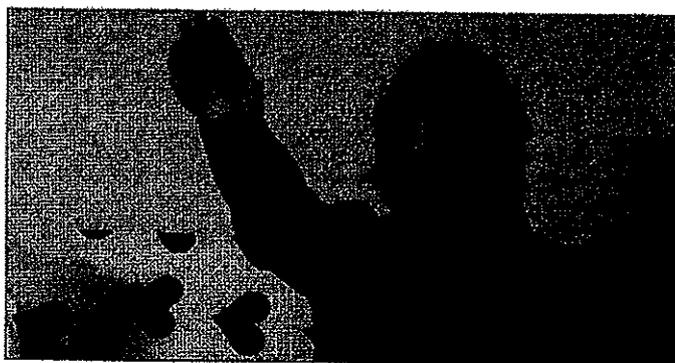
INFO : INFOCONF2016@GMAIL.COM

À LA FIN DE LA SÉANCE : APÉRITIF ET FRAKASS EN ACOUSTIQUE



Vous avez des photos d'antisémites en action ? Envoyez-les nous, on les archive pour l'éternité. C'est notre façon à nous de les sculpter

Panique chez les nazillons nationalistes



Tout a commencé avec un facho qui fait de plus en plus parler de lui sur le net : Daniel Conversano, alias Le Dictateur.

Conversano est un nazi de la pire espèce, très virulent à l'égard de la communauté juive. Un ultra-nationaliste français raciste et antisémite qui a longtemps travaillé pour Dieudonné (il a filmé plusieurs de ses spectacles) avant de sombrer dans le nazisme pur et dur. Il commence à se faire connaître de plus en plus ces derniers temps, et a même ouvert un site internet : <http://danielconversano.com/danielconversano> (étrangement hébergé sur le même serveur qu'une autre saloperie nazie : lespatriotesbruns.com qui relaye également les vidéos de Conversano).

Voici le genre d'horreur que ce nazi ose dire dans ses vidéos :

“ “ Notre pays est dirigé depuis plus de deux siècles par des youpins à la moralité immonde

Dans une autre vidéo, intitulée « Les solutions », Conversano dit :

“ “ Nous interdrons les Juifs du territoire français

Boris Le Lay, un autre facho moulte fois condamné par la Justice, prête même allégeance à Conversano dans une vidéo qui a pour titre « A vos ordres mon Führer ! ».

Ulcan, le Hacker justicier Juif qu'on ne présente plus, et son équipe Jewstice l'ont pris pour cible, histoire de lui donner une bonne raison de haïr les Juifs.

Et les résultats n'ont pas tardé à tomber, c'est Conversano lui-même qui l'a fait savoir sur sa page Facebook :

Daniel Conversano, alias Le Dictateur 12 h ·  **J'aime la Page**

Pour votre information, et afin de savoir à quel genre de merdes on a à faire (pour les gens qui pensent encore que je suis trop méchant et haineux, alors que je n'ai jamais fait de mal à une mouche) : un groupe de judokas dont on connaît bien le chef a terrorisé mes parents toute la soirée jusqu'à leur faire envoyer les flics à 23h pour fausse menace d'attentats. Manque de bol pour eux, un des flics étaient dieudonnistes, et a bien senti la filouterie, en traitant mes parents avec égards.

Les dommages collatéraux existent tout de même : ma petite amie m'a quitté parce qu'elle a peur de la suite, et mon coloc en région parisienne menace de me faire dégager. Parce qu'il flippe, lui aussi.

Allez, après tout ça, ne pas nourrir une légitime colère contre ces fumiers ! Drumont avait raison, c'est les judokas et leurs méthodes qui font monter l'anti-judokisme. Je n'ai jamais imaginé faire ça à mon pire ennemi.

Vous comprendrez après tout cela que je me calme un moment, le temps de rassurer tous mes proches, que aime et dont je veux prendre soin.

J'aime · Commenter · Partager

72 personnes aiment ça. Meilleurs commentaires · 19 partages

Écrire un commentaire...

Gregory Chélli Coucou Daniel J'aime · Répondre · 13 · 6 min

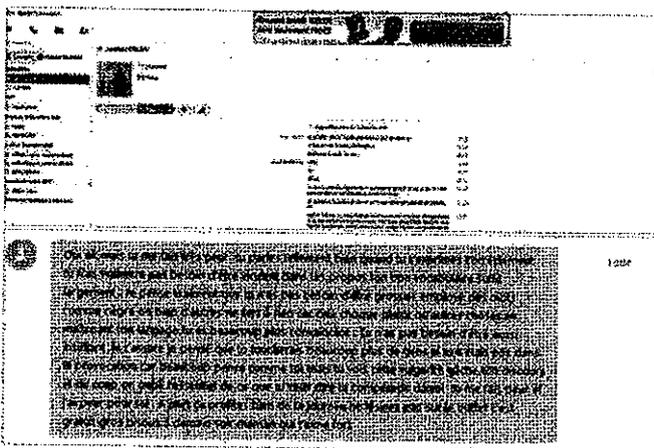
Conversano ciblé

Notez le petit coucou amical de Ulcan 

Quelques heures après cette annonce, c'était au tour d'Ulcan d'annoncer sur sa page Facebook (qu'on ne saurait trop vous conseiller de liker), que son équipe avait réussi à hacker le compte Skype du nazi Conversano :

Gregory Chélli a ajouté 2 nouvelles photos. 1 h · 

Nous avons hacké le skype du chien daniel conversano. Visiblement il se pisse dessus, et son ami infiltré dans mon tchat a bien du soucis à se faire ...



J'aime · Commenter · Partager

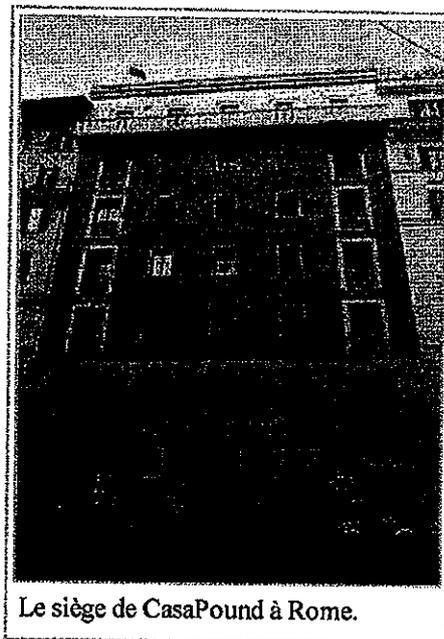
Compte Skype de Conversano hacké

Et là, par contre, on ne joue plus du tout dans la même cour. En effet, Conversano est un membre très actif de la fachosphère et il est très certainement en contact avec de nombreux nationalistes de la pire espèce. Il y a très fort à parier que Ulcan et l'équipe de Jewstice publient ou transmettent à la presse et/ou aux autorités, dans les semaines à venir, de sacrés scoops concernant les fachos de France et de Navarre.

A la place de tous les contacts Skype de Daniel Conversano qui ont des choses à se reprocher, nous ne serions pas rassurés.

CasaPound

CasaPound est un centre social d'inspiration nationaliste-révolutionnaire et néofasciste^{1,2,3} né à Rome le 26 décembre 2003 avec l'occupation d'un immeuble sis dans le rione de l'Esquilino. Par extension, le terme recouvre l'ensemble du mouvement politique qui fut à l'origine du centre social et lequel, prenant sa place dans le panorama des groupes et mouvements de l'extrême droite italienne, s'est répandu au cours des années suivantes, non seulement dans la capitale, mais aussi sur tout le territoire national, par de nouvelles occupations d'immeubles, mobilisations et initiatives de divers types. En juin 2008, le mouvement a adopté la forme d'une ASBL d'utilité sociale (*Associazione di promozione sociale*, selon la loi italienne du 7 décembre 2000), en prenant le nom de *CasaPound Italia* (en abrégé CPI), lequel nom fait référence à l'écrivain américain et propagandiste du fascisme Ezra Pound.



Le siège de CasaPound à Rome.

Sommaire

- 1 Histoire
- 2 Activités
- 3 Principales propositions
 - 3.1 Prêt social
 - 3.2 Tempo di Essere Madri
- 4 Retentissement et ramifications hors d'Italie
- 5 Blocco Studentesco
 - 5.1 Présence dans les écoles
 - 5.2 Échauffourées sur la piazza Navona
 - 5.3 Présence dans les universités
- 6 Controverses et critiques
- 7 Affrontements et épisodes de violence
- 8 Notes et références
- 9 Bibliographie
- 10 Liens et références externes
- 11 Sources

Histoire

Selon l'historien suisse Aram Mattioli, le phénomène CasaPound serait à mettre en relation avec le refleurissement de mouvements de la droite radicale que connut l'Italie après 1989, plus particulièrement à la suite du « dédouanement » de la droite italienne qu'a représenté le premier gouvernement Berlusconi de 1994-1995, lequel en effet admit en son sein le parti néofasciste Movimento Sociale Italiano⁴.

Une des caractéristiques du mouvement CPI, selon le sociologue Emanuele Toscano, serait le désir de

proposer « une interprétation différente du fascisme visant à surmonter la dichotomie gauche-droite », et de se différencier ainsi des orientations de l'extrême-droite classique⁵. Il convient de relever cependant que le refus d'un positionnement traditionnel a été une position fort répandue dans les décennies antérieures parmi une partie importante des mouvements néofascistes en Italie, tels que le FUAN-Caravella de 1968 et le mouvement Terza Posizione, qui lui succéda et parmi les fondateurs duquel on retrouve Gabriele Adinolfi, devenu ensuite *figure tutélaire*⁶ de CasaPound. D'après l'historien allemand Volker Weiss « CasaPound a réussi à créer un environnement attrayant pour un certain nombre de jeunes, en associant culture pop et néofascisme »⁷.

L'appellation que s'est donnée le mouvement fait référence au poète Ezra Pound, plus spécialement à ses *Cantos*, dans lesquels il s'en prend aux pratiques usuraires, adopta des positions critiques tant à l'égard du capitalisme que du marxisme, et proclame son adhésion à la République sociale italienne de Mussolini de 1943⁸. Si de manière générale, les références politiques des adhérents relèvent de l'idéologie fasciste, le mouvement se revendique plus précisément du manifeste de Vérone, de la charte du Travail, et de la politique économique et de la législation sociale fascistes. L'emblème que le mouvement s'est choisi est une tortue stylisée, à carapace octogonale.

La première occupation d'immeuble à laquelle le mouvement se livra sous la dénomination de CasaPound fut celle à laquelle procéda le 26 décembre 2003 à Rome un groupe de jeunes invoquant le sigle ONC/OSA (*Occupations non conformes* et *Occupations à visée de logement*, 'Occupazioni a Scopo Abitativo', en italien) et issus de l'expérience précédente de CasaMontag aux portes de Rome. L'édifice, un ci-devant bâtiment administratif sis au n° 8 de la via Napoleone III, devint aussitôt le siège national du mouvement et de l'association CasaPound Italia. En 2010 y vivaient 23 familles, pour un total de 82 personnes^{9,2}.

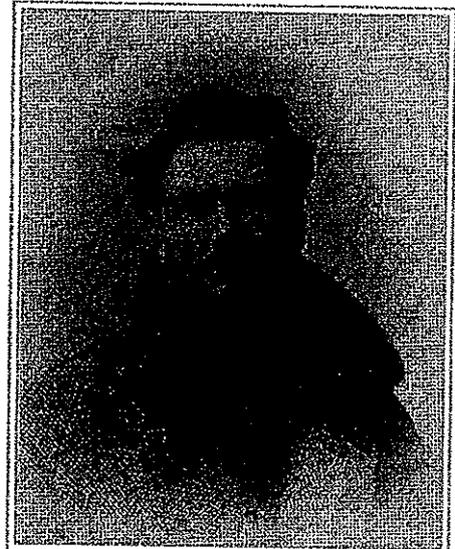
À partir de 2004, CasaPound commença à avoir une visibilité médiatique, plusieurs de ses adhérents se voyant en effet accorder des interviews et des passages dans des émissions de télévision populaires, telles que *Lucignolo* (Italia 1 et 2), *Le Invasioni Barbariche* (LA7), *Matrix* (Canale 5) et dans une émission spéciale sur la droite radicale romaine diffusée sur les ondes de Current TV Italia.

Dans les deux années qui suivirent, CasaPound multiplia les occupations à Rome^{2,10,11,12}, à quoi les autorités ripostèrent dans beaucoup de cas par des évacuations forcées^{13,14}.

En 2006, CasaPound résolut de s'intégrer dans le parti Movimento Sociale Fiamma Tricolore (litt. *Mouvement social Flamme tricolore*)^{15,16}. Cette période est marquée par des actions démonstratives, telles que la manifestation contre l'émission de télévision *Grande Fratello* en 2008 à Rome¹⁷, en même temps que par d'autres occupations d'immeuble¹⁸. En 2008, en protestation contre l'organisation manquée d'un congrès national, des militants de CasaPound occupèrent le siège central romain de la Fiamma Tricolore, mais en furent expulsés¹⁹.

En juin 2008 fut constituée CasaPound Italia, ASBL d'utilité sociale (*associazione di promozione sociale*, aux termes de la loi italienne).

À la suite du tremblement de terre de L'Aquila du 6 avril 2009, CasaPound Italia se porta au secours de



Ezra Pound, le poète américain auquel réfère l'appellation que s'est donnée le mouvement CasaPound.

la zone sinistrée, en y organisant un camp fixe et en gérant plusieurs dépôts de vivres^{20, 21}, ce qui lui valut des appréciations favorables pour le travail accompli²². L'année suivante, le mouvement poursuivit sa collaboration avec la Protection civile dans diverses situations d'urgence^{23, 24, 25}.

En mai 2011, la ville de Rome, lors d'un conseil municipal, s'attacha à trouver un accord avec le comité propriétaire de l'immeuble occupé de la via Napoleone III²⁶, ce qui se concrétisa, en suscitant cependant des polémiques, par l'acquisition dudit bâtiment moyennant versement d'une compensation à hauteur de 11,8 millions d'euros²⁷.

Aux élections municipales (dites *élections administratives* en Italie) de 2011, CasaPound présenta ses propres candidats sur les listes du PDL et sur des listes civiques dans certaines villes, dont Naples²⁸, Arezzo²⁹ et Sienne³⁰ ; Sept personnes proches de CasaPound réussirent ainsi à se faire élire dans les conseils communaux^{31, 32}.

CasaPound a par ailleurs lancé des initiatives y compris en dehors du territoire italien, dont quelques-unes à caractère humanitaire^{33, 34}. Les activités du mouvement ont reçu l'attention de quelques médias étrangers^{35, 36, 37}.

Lors des élections générales italiennes de 2013, une liste CasaPound Italia obtint 47 692 voix (0,14 %) à la Chambre, avec comme chef de coalition Simone Di Stefano, tandis qu'elle obtient 40 538 voix (0,13 %) au Sénat.

En 2015, un homme issu de la vie culturelle locale de la ville de Crémone est tabassé par des membres de la CasaPound³⁸.

Activités

Dès ses débuts, c'est-à-dire dès l'époque du premier centre social établi à Rome, CasaPound lançait quantité d'initiatives et organisait dans toute l'Italie des rencontres avec diverses personnalités du monde culturel et intellectuel, parmi lesquelles Luca Telese³⁹, Nicolai Lilin⁴⁰, Antonio Pennacchi⁴¹, tous membres de la droite radicale italienne, mais également Gabriele Adinolfi et Giovanni Damiano, la députée du Partito Democratico Paola Concia⁴², le sous-secrétaire aux affaires étrangères Stefania Craxi⁴³, et même l'ancien membre des brigades rouges Valerio Morucci⁴⁴.

De façon générale, CPI cultive une forte présence sur le front culturel, en ayant dans son orbite une dizaine de groupes musicaux, tels que le groupe de rock identitaire Zetazeroalfa, véritable groupe musical de référence de CPI, dont le chef de file, Gianluca Iannone⁴⁵, est aussi l'un des fondateurs du mouvement ; une troupe de théâtre, le *Teatro non conforme F. T. Marinetti* ; une galerie d'art ; et un club de cinéma, Akira, qui entreprend aussi d'organiser des festivals, notamment un festival du court-métrage. CPI se veut également à l'origine d'un courant artistique, le *turbodynamisme*.

En outre, CPI met sur pied des activités sportives (randonnées, parachutisme, entre autres disciplines)^{46, 47, 48} et récréatives, entretient une station de radio (*Radiobandieranera*, litt. *Radio Drapeau noir*) et de télévision (*Tortugawebtv*) sur internet, et publie une revue mensuelle (*Occidentale*) et une autre trimestrielle (*Fare Quadrato*).



Militants de CasaPound et de l'association de protection civile *La Salamandra* engagés dans les opérations de secours après le tremblement de terre dans les Abruzzes en 2009.

Sur le plan idéologique, le mouvement possède son laboratoire d'idées, l'*Idéodrome*, et a élaboré son manifeste de l'*extrême-centre-haut*.

Principales propositions

Prêt social

L'une des propositions politiques phare de CasaPound est le *Prêt social* (en it. *Mutuo Sociale*), en fait une forme de crédit immobilier sans but lucratif⁴⁹. L'idée est inspirée de la politique économique fasciste⁵⁰ (en particulier du point 15 du manifeste de Vérone de 1943 relatif au logement^{51,52}), et s'est concrétisée en un projet de loi élaboré à l'intérieur du circuit des OSA (*Occupazioni a Scopo Abitativo*), sous la direction de CasaPound, comme réponse au problème de la pénurie de logements, qui, selon les données officielles, concernerait quelque 23 000 familles dans toute l'Italie⁵³.

La proposition prévoit tout d'abord la création d'organismes publics régionaux (sigle italien *IRMS*), chargés de faire construire, sur fonds publics exclusivement, des logements « à dimension humaine » (selon le modèle de la « bioarchitecture traditionnelle »), environnés de verdure, et dotés de techniques innovantes en matière de sources d'énergie renouvelables, en utilisant des terrains relevant du domaine public et en mettant à contribution, par voie de concours, non des architectes vedettes onéreux, mais des architectes jeunes et des instituts universitaires d'architecture et d'urbanisme. Il s'agirait ainsi de construire au plus bas coût possible, en ne faisant intervenir dans le prix que le coût des matériaux et celui de la main-d'œuvre. Ensuite, les IRMS, agissant en dehors de toute logique de profit, et sans en passer par les banques, vendraient ces logements au prix de revient (environ 80 000 euros pour 100 m²) à des familles non encore propriétaires d'un logement. Le dispositif de crédit social envisagé prévoit des taux de remboursement du prêt qui excluent la prise d'intérêts, en mensualités qui n'excèdent pas 1/5 des revenus du ménage et qui, en cas de perte d'emploi de l'emprunteur, viendraient à s'interrompre automatiquement, sans remise en cause du titre de propriété. En tout état de cause, le ménage bénéficiaire, qui doit avoir la nationalité italienne et résider dans la région concernée depuis au moins 5 ans, ne doit s'attendre à toucher de la part des IRMS aucune somme d'argent, mais seulement d'entrer en possession d'un logement neuf. Cependant, la propriété d'une maison ou d'un appartement acquis par le moyen du *Mutuo sociale* reste soumise à certaines contraintes : le logement ne peut être revendu, loué, ou donné en garantie d'un emprunt ou d'une hypothèque, et ne doit être utilisé qu'à des fins d'habitation pour la famille qui en est propriétaire ; le logement, qui par ailleurs n'est pas susceptible de saisie ou de confiscation, est par conséquent économiquement inerte.

Une fois formulée, cette proposition fut confiée aux soins de la *Coordination nationale pour le Prêt social* (intégré au mouvement OSA/ONC), pour ensuite se muer, à partir de 2008, après la constitution de l'association de promotion sociale CasaPound Italia, en un des combats de pointe du mouvement.

À partir de 2009 ont été approuvés par les conseils municipaux de Rome⁵⁴, de Viterbo^{55,56} et de Baschi⁵⁷ des ordres du jour engageant lesdites communes à se faire les promoteurs d'une proposition de loi spécifique relative au Prêt social auprès de leurs régions d'appartenance respectives.

En octobre 2011, la région Lazio approuva officiellement la proposition de loi du *Mutuo Sociale* dans le cadre de son Plan Logement (*Piano Casa*)^{58,59}.

Tempo di Essere Madri

Pour faire face à la problématique des mères travailleuses, ou plus généralement à l'ensemble des problèmes de travail en rapport avec la maternité, et au-delà, pour combattre toutes les situations d'injustice sociale liées au monde du travail, en particulier le *précarariat*, un comité institué au sein de

CPI s'est appliqué à mettre au point cette autre proposition phare du mouvement, nommée *Tempo di essere madri* (litt. *Temps d'être mères*)⁶⁰. Le but de celle-ci est de « garantir à toutes les femmes désireuses de vivre la maternité non comme un fardeau, mais comme un libre choix, la possibilité de ne pas devoir pour autant renoncer à une existence digne et sereine, de travailler dans les meilleures conditions et selon leurs propres capacités, et de vivre et élever leurs propres enfants. » Un ensemble de mesures adaptatives sont proposées, dont la principale est la réduction de la durée journalière de travail de 8 à 6 heures pour les femmes ayant un enfant âgé entre 0 et 6 ans, avec maintien du salaire, garanti à hauteur de 85 % par l'employeur et de 15 % par l'État ; à partir de la sixième année de l'enfant, la mère pourrait choisir de continuer à travailler 6 heures par jour, mais dans ce cas devrait renoncer à la part de 15 % versée auparavant par l'État, et il serait par ailleurs loisible à la femme de décider à tout moment de revenir à un régime à plein temps. La mesure pourrait s'appliquer également au père, mais non aux deux parents à la fois. Ces dispositions ne seraient pas applicables aux sociétés, quelle qu'en soit la forme juridique, employant un nombre de personnes inférieur à 15 ; dans le cas de telles sociétés, les dispositions décrites ne pourraient s'appliquer que moyennant accord entre salariée bénéficiaire et employeur, auquel cas ce dernier se verrait accorder un dégrèvement fiscal de 50 % sur le contrat de travail.

En 2010, des ordres du jour furent approuvés par quelques entités institutionnelles^{61,62} par lesquels celles-ci s'engageaient à soutenir la proposition de loi en question.

Retentissement et ramifications hors d'Italie

Entre-temps, la *méthode Casapound*, consistant en un assemblage hardi d'idées d'extrême-droite et de préoccupations sociales, a aussi fait des adeptes à l'étranger. Les mouvements nationalistes et d'extrême-droite sont de plus en plus nombreux hors d'Italie à se réclamer des néofascistes italiens, notamment, en France, le groupuscule d'extrême-droite MAS (*Mouvement d'action sociale*), ou *Opstaan*, active dans l'agglomération lilloise, dont le chef de file, Édouard Maillet, présente Casapound comme « le cœur de l'altermondialisme de droite, la référence que tout le monde essaie plus ou moins de copier ». Alain Soral, fondateur et animateur de l'association Égalité et Réconciliation, fait régulièrement référence à CasaPound.

Du reste, Casapound a aménagé dans ses locaux des dortoirs pour héberger des militants venus de l'étranger.

Les communiqués de CasaPound sont relayés dans des versions italiennes, anglaises et françaises par le site internet *Zentropa*, qui fait figure de site de référence dans les milieux fascisants en Europe. En France par exemple, ses communiqués sont abondamment relayés par *Novopress*. Casapound possède une branche à Paris, l'association Solidarité Identités.

Au Québec, un groupe nommé Atalante, associé avec la Fédération des Québécois de Souche, se réclame de l'idéologie fasciste et arbore un drapeau noir et blanc frappé d'un seul éclair et d'une figure octogonale, qui rappelle celui de CasaPound. Des hauts placés de l'extrême-droite québécoise ont d'ailleurs rencontré et sympathisé avec des militants fascistes italiens, dont certains sont liés à CasaPound.^{63,64}

Blocco Studentesco

En 2006, le mouvement surgi autour du premier centre social de CPI se dota d'une organisation estudiantine, qui reçut le nom de *Blocco Studentesco*, soit *Bloc étudiantin*, en abrégé BS. Celui-ci, d'inspiration également néo-fasciste^{65,66,67,68} et présent dans au moins 40 villes italiennes, opère à l'intérieur d'établissements scolaires et des universités. Le symbole choisi est un éclair inscrit dans un

cercle. Cette même année 2006, le Bloc fusionna avec CasaPound pour constituer *Movimento sociale-Fiamma tricolore*.

Présence dans les écoles

L'année même de sa fondation, en novembre, BS prit part aux élections scolaires à Rome, suscitant des polémiques en raison de sa caractérisation néo-fasciste⁶⁹. En décembre, il occupa pendant six jours le lycée scientifique *Farnesina* de Rome⁷⁰.

Aux élections estudiantines de 2008, la liste de BS put constater, par rapport à l'année précédente, une augmentation des opinions favorables⁷¹, en particulier à Rome, où la liste eut un élu à la *Consultation provinciale des étudiants* (Consulta provinciale degli studenti), qui avait été appuyé notamment par l'association d'extrême-droite *Azione Studentesca*⁷². Cependant, l'*Unione degli Studenti*, association de gauche, demanda l'annulation des élections, jugeant « illégitimes les listes néo-fascistes »⁷³, et organisa peu après une *contre-consultation*⁷⁴.

En 2008, les étudiants du Blocco Studentesco s'engagèrent dès le début dans le mouvement de protestation contre le décret Gelmini sur les universités, mais furent accusés le 27 octobre par l'*Unione degli Studenti* de vouloir monopoliser la contestation, notamment en s'arrogeant de force les premiers rangs des cortèges pour ensuite entonner en chœur le chant fasciste *Duce, Duce, Duce*⁷⁵.

En 2009, Blocco Studentesco obtint aux élections estudiantines d'assez bons résultats dans toute l'Italie, avec une nouvelle fois des pics à Rome, où il recueillit, pour la Consultation provinciale, plus de 11 000 voix, c'est-à-dire 28 % du total, et fut en mesure ainsi d'envoyer au sein des Consultations provinciales une centaine de représentants⁷⁶.

Échauffourées sur la piazza Navona

Le 29 octobre 2008, lors du *sit-in* sur la piazza Navona à Rome, après une première phase de confrontation verbale, les militants du Blocco Studentesco, armés de ceintures, attaquèrent un groupe d'élèves du secondaire^{77, 78, 79}. Les étudiants de gauche firent front, et en vinrent promptement à l'affrontement physique avec, de part et d'autre, le recours à des armes improvisées ou non⁸⁰. La police dispersa les manifestants et procéda à de nombreuses arrestations dans les deux camps⁸¹.

Présence dans les universités

En 2008, le Blocco Studentesco étend ses activités vers le milieu universitaire, en proposant un programme semblable à celui des écoles supérieures : défense du caractère public de l'université, amélioration des services, réduction des démarches administratives, augmentation du nombre et des pouvoirs des représentants des étudiants⁸². Dans les années qui suivirent, pour la première fois, le Bloc se présenta aussi aux élections, que ce soit pour les organes d'*athénée* ou pour ceux nationaux, parvenant à faire élire un sénateur académique à l'université de Tor Vergata⁸³ ainsi que divers conseillers de faculté à travers toute la péninsule, ne réussissant pas toutefois à envoyer un de ses propres représentants au sein du Conseil national des Étudiants universitaires⁸⁴.

En novembre 2010, le Blocco Studentesco contesta quelques-unes des dispositions⁸⁵ de la réforme universitaire présentée par le ministre italien de l'Éducation (*en*) Mariastella Gelmini, en manifestant parfois aux côtés des organisations estudiantines de gauche⁸⁶. À Rome, plus particulièrement, les étudiants liés au BS occupèrent de nombreux établissements d'enseignement supérieur⁸⁷, en prenant la tête de cortèges sous le slogan *Étudiants unis contre les coupes et les privatisations*⁸⁸.

Controverses et critiques

Se réclamant explicitement de l'idéologie et de l'histoire du fascisme, CasaPound a fait l'objet de nombreuses critiques et contestations. En particulier, des interrogations visant CasaPound ont été formulées par des parlementaires du Parti démocrate (PD) à propos de sa propagande expressément fasciste⁸⁹, de même qu'à propos des activités et des violences de la branche estudiantine du mouvement⁹⁰. Quelques personnalités du monde de la culture, comme l'écrivain Erri De Luca⁹¹, ont signé une pétition contre la présence de CasaPound et de Blocco Studentesco dans les établissements d'enseignement⁹². À chaque ouverture d'un nouveau siège du mouvement dans l'une ou l'autre ville d'Italie, il y eut des protestations nombreuses de la part d'associations (plus particulièrement l'association d'anciens résistants ANPI, *Associazione Nazionale Partigiani d'Italia*), de partis politiques, de groupes et de comités antifascistes^{93, 94}.

Ont également suscité la polémique les célébrations et l'usage du nom de certaines personnalités décédées du monde de la culture et de la politique contemporaines, qui de leur vivant n'avaient jamais eu ni aucun contact, ni aucune espèce d'affinité avec les points de vue politiques de l'extrême-droite, ou même seulement de la droite, comme Ernesto Guevara^{95, 96, 97}, le journaliste et présentateur de radio Peppino Impastato^{98, 99}, le chanteur Rino Gaetano^{100, 101, 102}, l'écrivain Antoine de Saint-Exupéry et le militant irlandais Bobby Sands¹⁰³.

Toutes ces réappropriations n'ont certes pu se faire sans que d'aucuns en prissent ombrage ; par exemple, l'adoption de la figure d'Esra Pound comme emblème du mouvement a provoqué l'opposition de la fille du poète américain, Mary de Rachewiltz, qui en a contesté l'opportunité et déploré une distorsion du sens de l'œuvre d'Esra Pound, parlant ouvertement d'une « appropriation indue » de l'image de son père^{104, 105}. De même, lorsque Casapound se proposait en 2001 de rendre hommage à Bobby Sands à l'occasion du vingtième anniversaire de sa mort, l'association chargée de veiller à l'héritage moral de l'indépendantiste irlandais a, dans un communiqué de presse, requis les responsables de CasaPound de cesser d'exploiter à leurs propres fins partisans le combat des « patriotes irlandais ».

Une autre critique porte sur le *confusionnisme* idéologique du mouvement, familièrement désigné par l'expression *rouge-brun*. L'éclectisme dont Casapound se prévaut volontiers, en n'hésitant pas à organiser des conférences sur l'héritage de Che Guevara ou en invitant Valerio Morucci, ancien terroriste des Brigades rouges dont on aurait cru qu'il était l'ennemi juré des fascistes italiens, serait de façade ; il s'agit avant tout de séduire, en particulier les jeunes entre 14 et 20 ans, cible principale de CasaPound, par des appels au non-conformisme, et d'utiliser un discours social pour *rabattre* des jeunes à sensibilité de gauche vers l'extrême-droite. « Casapound reprend le langage et les symboles de la culture d'extrême gauche pour dérouter les gens », constate un libraire anarchiste italien ; « fascinés par tout ce qui est en marge de l'univers des bien-pensants, ils adhèrent à un fascisme dépolitisé, sans idéologie », explique le politologue Alessandro Campi¹⁰⁶.

Affrontements et épisodes de violence

Ces dernières années, CasaPound s'est trouvé plusieurs fois au centre d'incidents violents, soit comme partie instigatrice, soit comme partie lésée.

Nombreuses sont les agressions que des groupes, des partis et des associations de gauche disent avoir subies de la part de militants de CasaPound^{107, 108, 109, 110, 111, 112}.

En 2009, le fondateur et président de l'association, Gianluca Iannone, a été condamné en première instance à quatre ans de détention pour agression sur un carabinier en civil lors d'une rixe survenue le 25 avril 2004^{113, 114}. Le 3 novembre 2011, Alberto Palladino, dirigeant de CasaPound Italia du IV^e

arrondissement de Rome, a été mis en détention à la suite de l'agression commise contre des membres des *Giovani Democratici*¹¹⁵; le 10 décembre 2011, la cour d'appel de Rome confirme l'ordonnance d'incarcération¹¹⁶.

À l'inverse, l'association a dénoncé les nombreuses agressions commises contre les militants de CasaPound et de Blocco Studentesco, ainsi que de fréquentes occupations dirigées contre ses propres sièges par des militants de divers groupes d'extrême gauche. Ces épisodes de violence ont fait l'objet d'une question parlementaire, introduite par le sénateur Domenico Gramazio¹¹⁷, d'une question à réponse écrite de la part du député Francesco Aracri¹¹⁸ et d'une interpellation parlementaire du député Enzo Rasi¹¹⁹. CasaPound Italia a en outre déposé environ 300 plaintes en calomnie et diffamation contre des organes de presse¹²⁰.

Lors des manifestations d'octobre 2008 contre la réforme universitaire Gelmini, les jeunes de Blocco Studentesco prirent part aux manifestations et furent impliqués dans les affrontements survenus entre étudiants sur la Piazza Navona, alors que se tenait l'assemblée du sénat le 29 octobre¹²¹. À ce même épisode se rattache l'irruption de militants de CasaPound Italia dans les studios de la Rai sis via Teulada à Rome dans la nuit du 4 novembre 2008¹²², afin de protester contre la vidéo diffusée la veille par Federica Sciarelli lors de son émission *Chi l'ha visto?*, vidéo montrant des jeunes de Blocco Studentesco en train d'agresser des étudiants lors des manifestations du 29 octobre¹²³. Cette irruption dans les studios de la Rai suscita l'attention des médias, la réprobation du monde politique et donna lieu, à la suite d'un dépôt de plainte par la Rai, à une instruction policière¹²².

En contrepartie, les sièges et les militants de CasaPound ont été la cible de plusieurs actions terroristes, notamment l'incendie du siège de Bologne¹²⁴, l'endommagement du siège de Pistoia avec prise à partie de ses occupants^{125, 126}, et l'assaut donné au siège de Cuneo^{127, 128}.

À Naples, à l'occasion de l'occupation d'un ancien couvent par des militants de CasaPound, des épisodes violents se sont prolongés pendant plusieurs jours entre groupements opposés^{129, 130, 131}. En 2010, à Naples encore, lors d'une manifestation du 1^{er} mai, un jeune militant de CasaPound fut grièvement blessé d'un coup de couteau au thorax¹³². À l'issue de l'enquête, deux personnes appartenant à l'extrême-gauche furent arrêtées et inculpées pour tentative d'homicide^{133, 134}.

Le 14 avril 2011, Andrea Antonini, conseiller du XX^e arrondissement de Rome et vice-président de CasaPound fut atteint aux jambes par plusieurs coup de feu^{135, 136, 137}. Quelques jours plus tard fut interceptée une lettre comminatoire adressée par le *Front anti-impérialiste combattant* au maire de Rome Gianni Alemanno, et dans laquelle il était fait référence à l'attentat contre Antonini¹³⁸.

En juillet 2012, à Viterbo, des membres de Casapound, parmi lesquels le dirigeant Gianluca Iannone lui-même, firent irruption dans le festival culturel *Caffeina* et prirent violemment à partie le journaliste Filippo Rossi, directeur du journal en ligne *Il Futurista*, et par ailleurs directeur artistique dudit festival. Les responsables de cette expédition punitive, qui était manifestement partie de Rome, et devait servir de représailles à la suite des prises de position de Rossi contre CasaPound, accusaient ensuite le journaliste de diffamation pour le récit qu'il fit de cet incident¹³⁹.

Notes et références

- Nicola Antolini *Fuori dal cerchio* 2010, editore Elliot. ISBN 9788861921405
- Domenico Di Tullio, *Centri sociali di destra. Occupazioni e culture non conformi*. 2006, Roma, Castelvecchi. ISBN 88-76-1510-52
- Cfr. Alessandro Cosmelli, Marco Mathieu, *Oltrenero. Nuovi fascisti italiani*. Editore Contrasto; cfr. Nicola Rao, *La Fiamma e la Celtica* 2006, Roma, Sperling & Kupfer. ISBN 88-20-0419-36
- Cfr. Aram Mattioli, *"Viva Mussolini". Die Aufwertung des Faschismus im Italien Berlusconi*, Ed. Ferdinand Schöningh, Paderborn, 2010, ISBN 978-3-506-76912-1

VEVEYSE Révisionnisme

Trois et six mois de prison

Les révisionnistes Philippe Brennenstuhl et René-Louis Berclaz, condamnés en 2002 en Veveyse pour discrimination raciale, ont recouru au Tribunal cantonal. La Cour d'appel pénal a confirmé les trois mois fermes pour le premier et partiellement admis le recours du second, qui voit sa peine réduite de huit à six mois, en raison d'une jurisprudence du Tribunal fédéral.

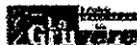
Le 22 mai 2002, les révisionnistes René-Louis Berclaz et Philippe Brennenstuhl, secrétaire et vice-président de l'association Vérité & Justice, dissoute par jugement à Châtel-St-Denis en mars 2002, avaient été condamnés, de même que leur collègue lausannois Gaston-Armand Amaudruz, à des peines de prison ferme pour discrimination raciale. René-Louis Berclaz, par ailleurs coupable de calomnie à l'encontre d'un professeur de chimie d'université, avait écopé de huit mois de prison ferme, Philippe Brennenstuhl et Gaston-Armand Amaudruz de trois mois. Seul Brennenstuhl était alors présent à l'audience. Les autres avaient été jugés par défaut. Hier, la Cour d'appel pénal du Tribunal cantonal, saisie des recours de Berclaz et Brennenstuhl, a siégé sous la présidence d'Alexandre Papaux. René-Louis Berclaz, contestant la légitimité de la Cour d'appel et invoquant son droit au silence, a déclaré d'emblée qu'il ne répondrait «à aucune question». S'en tenant au mémoire des recours déposés, les prévenus ont même renoncé à la plaidoirie de leur avocat commis d'office. Mais Philippe Brennenstuhl n'est pas resté silencieux: «Ce qu'on a pensé, on l'a écrit et publié, parce qu'on estimait que notre Constitution nous donnait ce droit à l'expression. Or, on s'aperçoit que la politique nous a rattrapés. Ce procès est politique!» s'est-il exclamé, en s'en prenant au journaliste genevois et parlementaire Patrice Mugny, qui avait déposé plainte pénale après avoir reçu le Contre-rapport Bergier.

L'accusé a claironné sa joie «d'être jugé dans un canton catholique», parce que, a-t-il justifié, «je me sens d'autant plus solidaire de la première victime du lobby juif: Jésus! Ainsi, je suis jugé sous les yeux du Christ, le fils de Dieu!» Représentant du Ministère public, Me Marc Bugnon a souligné que les accusés auront «tout essayé, ne renonçant à aucun moyen de la procédure», pour se soustraire au couperet de la justice. A propos de Brennenstuhl, le substitut a rappelé qu'au procès du 22 mai 2002 à Châtel-St-Denis, il avait refusé de s'expliquer, ne parlant que «par monosyllabes et inepties, jouant sur les mots et faisant planer des doutes. Si bien que le Tribunal de la Veveyse n'a pu que retenir les motivations racistes ou antisémites de l'accusé, lequel n'a manifesté «aucun signe de repentir ou d'amendement». Pour Me Bugnon, «les trois mois d'emprisonnement prononcés sont en parfaite adéquation avec la culpabilité du recourant, l'article 261 bis du Code pénal prévoyant des peines jusqu'à trois ans».

«Justifié»

Quant à Berclaz, son comportement est apparu «bien téméraire» au Ministère public. «De quoi se plaint-il aujourd'hui? Le jour du jugement en Veveyse, il a fourni une dispense de comparaître. Aussi est-il bien malvenu d'invoquer la violation du droit d'être entendu alors que le jour où la Cour d'appel pénal statue sur son recours, il invoque le droit au silence!» La peine de huit mois est donc «justifiée», surtout que l'accusé «n'est pas prêt à mettre fin à son activisme antisémite».

La Cour d'appel pénal a rejeté le recours de Philippe Brennenstuhl, confirmant sa peine de prison de trois mois. Mais, devant tenir compte d'une récente jurisprudence du Tribunal fédéral, elle a partiellement admis le recours de René-Louis Berclaz, qui voit sa peine diminuée, de huit à six mois. Celle-ci étant complémentaire à une condamnation dans le canton de Vaud pour abus de confiance qualifié (quatre mois) et à la révocation d'un précédent sursis (quatre mois) pour discrimination raciale, la Cour a estimé qu'une peine d'ensemble de 14 mois était «plus adéquate».



Marie-Paule Angel